

# Economie & Finance

## +0,2%

**LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE LA ZONE EURO A ÉTÉ CONFIRMÉE À 0,2% AU TROISIÈME TRIMESTRE PAR RAPPORT AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT, SELON UNE DEUXIÈME ESTIMATION D'EUROSTAT PUBLIÉE MARDI.** La croissance pour l'ensemble de l'Union européenne a aussi été confirmée mardi à +0,2%.

**RISHI SUNAK**  
Nouveau premier ministre britannique

Il a dit mardi au prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane vouloir coopérer pour «stabiliser» les prix du pétrole, un ton qui contraste avec la colère américaine face aux baisses de production décidées par l'OPEP.



## 7,3%

**EN FRANCE, LE TAUX DE CHÔMAGE EST RESTÉ QUASI STABLE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2022 À 7,3% CONTRE 7,4% AU DEUXIÈME TRIMESTRE, SELON L'INSEE.** Le nombre de chômeurs, au sens du Bureau international du travail, atteint 2,252 millions de personnes, soit 17000 de moins.

SMI	11 026,22	↑	Dollar/franc	0,9451	↓
	+0,24%		Euro/franc	0,9800	↓
Euro Stoxx 50	3915,09	↑	Euro/dollar	1,0369	↑
	+0,71%		Livre st./franc	1,1225	↓
FTSE 100	7369,44	↓	Bariil Brent/dollar	93,09	↑
	-0,21%		Once d'or/dollar	1770	↑

## Le réseau suisse d'un oligarque sanctionné

**ENTOURAGE** Deux citoyens helvétiques sont visés par de nouvelles mesures prises par les Etats-Unis à l'encontre du riche Suleyman Kerimov. En septembre, «Le Temps» avait raconté en détail leur rôle dans la galaxie financière de ce fidèle de Poutine

MARC GUÉNIAT

Deux Alémaniques ont vécu lundi 14 novembre une bien mauvaise journée. Le Trésor américain a étendu ses sanctions contre le riche oligarque russe Suleyman Kerimov, visant en particulier ses relais en Suisse, pratiquement tous. Les autorités américaines ne cachent pas que la composition de cette nouvelle liste doit servir d'avertissement: «Ceux qui soutiennent les ressortissants russes sous sanction risquent eux-mêmes d'être sanctionnés.» Le financier lucernois Alexander Studhalter et l'avocat zougais Laurin Katz l'apprennent à leurs dépens.

### Sous sanction depuis 2018

En septembre, l'avocat d'Alexander Studhalter, Daniel Zappelli, indiquait au *Temps* que son client «a cessé toute relation commerciale avec M. Kerimov il y a de nombreuses années, bien avant toute sanction internationale contre ce dernier». Manifestement, Washington l'envisage différemment, lui attribuant un rôle «clé» dans les

réseaux financiers de l'oligarque, qui est aussi sénateur représentant la République du Daghestan, dont il est originaire. La fortune de ce fidèle de Vladimir Poutine est estimée à 12,4 milliards de dollars

**«Ceux qui soutiennent les ressortissants russes sous sanction risquent eux-mêmes d'être sanctionnés»**

LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

par *Forbes* et provient notamment d'investissements dans le domaine bancaire et minier. Il est sous sanction aux Etats-Unis depuis 2018, suite à l'annexion de la Crimée, et depuis cette année en Suisse et dans l'Union européenne, après l'invasion de l'Ukraine.

Huit sociétés du Lucernois sont nommées, dont la moitié en Suisse.

Il emporte dans sa chute ses deux fils, qui ont aussi occupé des fonctions au sein de ces entités. Mardi en soirée, l'intéressé a adressé un communiqué de presse dans lequel il annonce son retrait d'une société dans laquelle il siège. Surtout, il réaffirme avoir cessé toute activité en lien avec la Russie depuis 2017 et avec Suleyman Kerimov depuis 2013. Déterminé à se défendre contre ces «allégations diffamatoires», il précise n'avoir en aucun cas blanchi de l'argent pour le compte de l'oligarque. Cette affirmation des autorités américaines «est erronée et sans fondement», comme l'a stipulé la justice française en 2022.

### L'embarquée niçoise

Il fait ici allusion aux péripéties sur la Côte d'Azur qui ont fait émerger sa proximité avec Suleyman Kerimov, dont il a toujours nié être l'homme de paille, ou l'homme de confiance. D'abord, en 2006, le Russe frôle la mort lors d'une embarquée en Ferrari qui s'achève contre un palmier de la promenade des Anglais, à Nice. Dans le véhicule, la police retrouve une carte grise au nom de Studhalter.

Deux ans plus tard, le Suisse acquiert la villa Hier, somptueuse demeure de 20 pièces, avec parc et piscine, offrant une vue superbe sur la Méditerranée depuis la presqu'île du Cap d'Antibes. La transaction s'effectue sur fond de fraude fiscale, dans des circonstances rocambolesques que *Le Temps* a aussi retracées.

La villa Hier a été acquise par le biais d'une société, Swiru Holding AG, contraction de Switzerland et Russia, pour le prix de 127 millions d'euros, alors que le prix déclaré aux autorités françaises n'était «que» de 35 millions. La police

### Le Trésor américain reproche à l'avocat zougais Laurin Katz «d'avoir agi ou avoir été censé agir pour le compte direct ou indirect de Gulnara Kerimova»

française découvre cela par hasard, grâce à des écoutes téléphoniques menées dans une affaire de stupéfiants. Une procédure pénale est enclenchée à Nice, qui débouche sur la mise en examen d'Alexander

Studhalter et de Suleyman Kerimov, qui seront finalement exemptés de tout reproche. Durant l'enquête, trois banques affirment que le Lucernois détenait Swiru pour le compte du Russe, ce que tous deux ont contesté.

Devenu trop visible, Alexander Studhalter accepte un redressement fiscal à 59 millions d'euros et finit par vendre la villa Hier. Qui l'achète? La fille de l'oligarque, Gulnara Kerimova. Pour 268 millions d'euros, elle s'offre quatre propriétés. L'autorité française anti-blanchiment, Tracfin, dénonce la transaction au Parquet de Nice en juin

dan les sociétés qui détiennent ces quatre propriétés. Le Trésor américain lui reproche «d'avoir agi ou avoir été censé agir pour le compte direct ou indirect de Gulnara» Kerimova.

Jusqu'ici épargnée, celle-ci figure à son tour dans le train de mesures adopté lundi par Washington, tout comme le reste de sa fratrie et sa mère. Le neveu de l'oligarque, Nariman Gadzhiev, qui réside en Suisse, y est également inscrit. Grâce à des documents confidentiels qui lui étaient parvenus, *Le Temps* l'avait identifié comme un rouage essentiel de la gestion du patrimoine de Suleyman Kerimov. Nariman Gadzhiev a notamment administré des véhicules d'investissement au sein d'Heritage Trust, structure sophistiquée de la famille Kerimov détenant des actifs supérieurs à 1 milliard de dollars, que les Etats-Unis ont gelés le 30 juin dernier.

En septembre, Laurin Katz disait ne pas pouvoir commenter nos informations, étant lié par le secret professionnel. Il précisait cependant qu'il ne se sentait pas concerné par les sanctions, puisque Gulnara Kerimova n'y figurait pas. Sollicité, il n'a pas donné suite. ■

## Dans la construction, les horaires empêchent les partenaires sociaux de se rapprocher

**GROS ŒUVRE** Les négociations entre syndicats et patrons du secteur vont se poursuivre avec, en toile de fond, un possible vide conventionnel au 1er janvier

ATS

La septième ronde de négociations entre les partenaires sociaux de la construction n'a pas apporté de rapprochement sur la question du temps de travail, ont déploré mardi les syndicats. La Société suisse des entrepreneurs parle, elle, de discussions «constructives».

Deux autres dates de négociation sont prévues: les 22 et 28 novembre. L'objectif est de parvenir d'ici au 28 novembre à un résultat qui puisse être soumis aux organes de décision, ont souligné les syndicats Syna et Unia. Sans résultat, il y aura un vide conventionnel à par-

tir du 1er janvier 2023. Le pays connaît actuellement une mobilisation générale des ouvriers du bâtiment. Depuis le 17 octobre, 15 000 maçons sont descendus dans les rues en Suisse pour protester contre «les exigences démesurées des entrepreneurs».

### Vers de nouvelles mobilisations

Selon les syndicats, cette septième ronde n'a pas apporté «plus de solutions aux questions cruciales», comme le temps de travail. Les entrepreneurs continuent d'insister pour que les journées de travail soient encore plus longues en été et que le travail sur appel augmente en hiver, accusent-ils.

Les travailleurs de la construction n'accepteront en aucun cas une solution aussi unilatérale. Sans résultat, et en cas de vide conventionnel, il faudra

s'attendre à de nouvelles mobilisations et actions de grève à partir de cette date, avertissent-ils.

La Société suisse des entrepreneurs (SSE) parle de son côté de discussions «constructives». Elle affirme avoir répondu aux préoccupations des travailleurs concernant les horaires de travail.

La SSE se montre également prête à discuter d'augmentations de salaire. Selon elle, des augmentations de salaire sont envisageables «en cas d'amélioration substantielle» de la Convention nationale sur les horaires de travail. Sans de telles avancées, les possibilités se situent «à un niveau nettement plus bas».

Les entrepreneurs jugent par ailleurs irréalistes les revendications actuelles des syndicats, qui exigent la pleine compensation du renchérissement, ainsi qu'une hausse de salaire de 1%. ■

### MAIS ENCORE

#### Offre de rachat de BLS Schiffahrt rejetée

Le groupe bâlois United Rivers veut acquérir BLS Schiffahrt. Une offre de rachat a été déposée, a indiqué mardi United Rivers, qui exploite une flotte de plus d'une centaine de bateaux. Mais pour le groupe bernois BLS, propriétaire de BLS Schiffahrt, il n'est pas question d'entrer en matière, a-t-il déclaré mardi. (ATS)

## Mecaplast, PME romande de l'année

**RÉCOMPENSE** Spécialisée dans l'injection plastique, l'entreprise fribourgeoise remporte le Prix SVC Suisse romande 2022. Elle devance deux PME jurassiennes, Crevoisier et Baccinex

ALINE BASSIN

@bassineline



JEAN-MARC JACOTTET  
PATRON  
DE MECAPLAST

Le Prix SVC, qui souhaite mettre en avant l'esprit d'entreprise et le tissu de PME suisses, continue de faire la part belle à l'industrie en terres romandes. Après le fabricant de machines jurassien Willemin-Macodel en 2020, c'est de nouveau un acteur actif dans ce secteur qui remporte le trophée du rendez-vous économique, l'entreprise Mecaplast. Elle a été sacrée mardi soir à l'issue d'une cérémonie organisée au SwissTech Convention Center.

Basée à Botterens (FR), cette société reprise au début du siècle par Jean-Marc Jaccottet, un enfant de la commune, a suscité l'adhésion du jury. Spécialisée dans l'injection plastique, Mecaplast s'est positionnée avec succès dans le domaine médical. Elle fournit à cette industrie des cathéters pour l'introduction de valves cardiaques, des dispositifs médicaux destinés aux machines lasers pour les opérations des yeux, ou encore des implants pour la colonne vertébrale. En vingt ans, les effectifs de l'entreprise sont passés de 5 à 120 personnes.

Autant dire que la PME a coché les cases passées au crible par un

jury composé de personnalités de l'économie romande et présidé par l'entrepreneuse genevoise Isabelle Harsch. Parmi les critères observés figurent l'esprit d'innovation, la gouvernance, la performance financière ou encore l'ancrage régional.

Depuis l'année dernière, deux compétitions distinctes, dont *Le Temps* est partenaire, ont lieu en alternance en Suisse romande: la première regroupe tous les cantons de cet espace, à l'exception de Genève, qui bénéficie désormais de son propre concours. L'an dernier, La Cave de Genève s'était distinguée devant les sociétés Caran d'Ache et l'Ecole Moser.

### Crevoisier et Baccinex sur le podium

Cette année, deux entreprises jurassiennes complètent le podium. L'entreprise Crevoisier, active dans l'industrie des machines, et Baccinex, un laboratoire pharmaceutique peu connu qui connaît une rapide expansion. Les PME La Fabrique Cornu, Planair et Electro Medical Systems occupent la quatrième place du classement, à égalité. ■

### POUVOIR D'ACHAT

## De plus hauts salaires pour compenser le renchérissement

L'Union syndicale suisse (USS) a estimé mardi que la pleine compensation de l'inflation et des augmentations de salaire réelles sont nécessaires pour endiguer la perte de pouvoir d'achat des travailleurs. Pour elle, il ne devrait plus y avoir de salaires inférieurs à 4500 francs en Suisse.

L'USS a constaté que l'inflation, la hausse des coûts de l'énergie et des primes d'assurance maladie laissaient de moins en moins de moyens de subsistance aux travailleuses et travailleurs alors que leurs salaires stagnent.

«Si les salaires ne s'adaptent pas au coût de la vie, nous n'aurons pas seule-

ment une crise du pouvoir d'achat, mais nous risquons aussi un retournement conjoncturel et le chômage qui l'accompagne», souligne le président de l'USS, Pierre-Yves Maillard.

### Des demandes jugées légitimes

Pour la faitière, les employés ayant terminé leur apprentissage devraient gagner au moins 5000 francs. Or un quart des actifs dans cette catégorie gagnent moins que cette somme. Les revendications d'une hausse de 4 à 5% des salaires formulées cette année par les syndicats sont fortes, mais légitimes, a souligné Pierre-Yves Maillard.

L'Union patronale suisse (UPS) estime pour sa part qu'une pleine compensation du renchérissement n'est pas possible dans toutes les branches. L'économiste en chef de la faitière Simon Wey juge réaliste une augmentation moyenne des salaires de 2,2%. Il a en outre qualifié d'inopportune la revendication syndicale d'un salaire minimum de 4500 francs, ou de 5000 francs après un apprentissage.

L'UPS est fondamentalement contre les salaires minimaux. Selon elle, le marché fera en sorte de lui-même que les jeunes ayant terminé leur apprentissage obtiennent cette somme. ■ ATS